

Discours d'Emmanuelle Cosse au Conseil Fédéral du 5 avril 2014

(extraits)

(...)

Nous avons réussi notre pari aux élections municipales : nous voulions défendre notre projet et nos propositions, imposer la vision écologiste dans le débat.

Nous voulions sortir du rapport de force défavorable dans lequel nous étions depuis la présidentielle. Ce pari est réussi, les résultats sont là.

Ce pari, nous avons réussi à le faire, malgré, il faut bien le dire, le sectarisme et l'hégémonisme de certains de nos partenaires. Dans quelques territoires, on les a vus, n'acceptant pas de voir leur royaume s'effondrer ou simplement être disputé.

Pourtant, les chiffres et les additions sont clairs : sans nous, beaucoup de villes supplémentaires auraient été perdues par la gauche.

(...)

Cette déroute électorale, et la fracture démocratique qui s'est exprimée, auraient dû aboutir à un sursaut. Nous appelons de nos vœux depuis longtemps un changement de cap. L'intervention du Président de la République lundi dernier a montré qu'il n'avait pas eu lieu.

C'est ce qui a conduit la direction du parti à prendre mardi une décision difficile : celle de ne pas participer au gouvernement Valls, malgré des propositions solides qui nous ont été faites.

Le Premier Ministre nous a fait une proposition simple : diriger un ministère de l'écologie, avec la tutelle sur l'énergie, afin de faire la loi sur la transition énergétique. Une loi qui acte la réduction de la part du nucléaire dans le mix énergétique (50% en 2025). Pas de construction d'EPR, la fermeture de réacteurs. Pas de changement de ligne sur les OGM, ni sur les gaz de schiste. Une réforme de la décentralisation pour aboutir à 10 régions, la mise en œuvre de la proportionnelle et enfin, à demi-mots, la fin de NDDL.

Je l'ai dit, une proposition solide et sérieuse. Dans un contexte incertain et de méfiance.

Nous avons dit non. Cette décision, nous l'avons prise après de longues discussions, d'une grande qualité, sans invectives ni ultimatums. Nous l'avons prise avec responsabilité et gravité. Car refuser une telle offre, quand on souhaite diriger et gouverner, n'est pas évident. Mais comment croire à de tels objectifs après deux ans de rude bataille au sein du gouvernement ? Comment croire à une évolution sur le nucléaire

quand le nouveau ministre de l'économie et celui des affaires étrangères en font des points de leur politique ? Comment avancer sur ces sujets quand la confiance n'est pas au rendez-vous ?

Surtout enfin, comment participer à un gouvernement qui a fait le choix prioritaire de la baisse des dépenses publiques au profit exclusif des entreprises, quand, pour faire de l'écologie, il faut investir, et donc renoncer à l'orthodoxie budgétaire ?

C'est là le paradoxe que nous n'arrivons plus à dépasser. Si on veut créer des emplois, réindustrialiser la France et l'Europe et faire la transition énergétique, nous devons investir dans l'avenir.

Nous avons ainsi pris une décision courageuse, qui n'allait pas de soi. Et je salue en cela la décision de Cécile Duflot et de Pascal Canfin qui ont fait le choix de se retirer pour être en phase avec leurs convictions. Ils nous ont fait honneur pendant deux ans, ont porté nos valeurs au plus haut niveau de l'Etat et les ont transformé en mieux vivre pour nos concitoyens. Leurs lois sont là pour en juger.

Cette position face au gouvernement de Manuel Valls, ne change en rien la ligne sur laquelle j'ai été élue Secrétaire nationale en décembre dernier : nous, écologistes avons vocation à gouverner, à être présents dans des gouvernements de la majorité présidentielle.

Je le répète avec force : nous ne nous mettons pas en dehors du gouvernement par dogmatisme. Nous avons vocation à prendre des responsabilités, à exercer le pouvoir, à peser sur le réel. Notre nature est d'être les actrices et les acteurs du changement. Et nous sommes un parti de gouvernement.

Je le dis à nos électeurs et nos soutiens : non, nous n'abandonnons pas le combat. Non, nous ne baissons pas les bras.

Nous continuerons de nous battre pour la sortie du nucléaire, pour la transition énergétique, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, pour la réduction de la pollution, contre le diesel.

Nous continuerons à rappeler aux socialistes leurs promesses et leurs responsabilités.

Nous ne laisserons pas être enterrés les engagements que François Hollande a pris devant les Français en mai 2012. Dans ou en dehors du gouvernement, nous continuerons à nous battre pour offrir à la société un projet de transformation écologiste.

Je le dis aussi à vous toutes et tous : secrétaire nationale du parti, j'en suis garante de l'unité. Je ne laisserai cette décision difficile nous désunir, parce que notre unité, c'est notre bien le plus sacré, c'est ce qui nous rend forts pour prendre nos responsabilités. Secrétaire nationale d'EELV, je vais m'atteler à recréer les conditions de la confiance.

Car ce n'est pas l'échec d'EELV aujourd'hui, si nous sommes absents de ce gouvernement. C'est celui d'une majorité et d'un président de la République qui n'a jamais cherché à construire durablement une alliance.

Je vous le dis, nous reviendrons un jour au gouvernement, pas pour nous faire plaisir, mais parce que la France a besoin d'écologie.

Or pour faire de l'écologie, il faut des écologistes. Les premières déclarations de la nouvelle ministre en la matière confirme cet adage : souhaitant enterrer la taxe poids lourds sous prétexte qu'elle est anti sociale, alors que c'est le manque d'écologie qui fragilise encore plus les plus défavorisés.

L'écologie ne doit pas être punitive, c'est vrai. C'est l'absence d'écologie qui est une punition !

C'est le manque de tramway, de TER ou de bus qui est une punition pour toutes celles et ceux qui ont du mal à se déplacer où qui subissent la pollution de l'air.

C'est l'absence de courage politique face au lobby du diesel, qui nous empoisonne aujourd'hui, et en premier lieu, celles et ceux qui habitent le long des axes de circulation.

Si nous avons souhaité prendre du recul en attendant des actes, c'est avec fermeté mais avec l'espoir de voir, mardi prochain, un Premier ministre annoncer enfin une politique écologique et sociale. Et ce n'est pas de la confiance avec Europe Ecologie les Verts dont il s'agit, cela n'a pas grande importance.

Non, ce qui compte, c'est la confiance avec les Françaises et les Français. En cela le vote de confiance n'est pas qu'un exercice parlementaire.

Il faut le prendre à la lettre. Nous voulons, avec les Françaises et les Français, avoir confiance dans notre gouvernement, savoir qu'il va défendre les valeurs pour lesquelles le Président de la République a été élu : solidarité, justice et écologie.

(...)

Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale